

Intervention au Séminaire

« Transition démocratique en Tunisie, défis de développement et enjeux de partenariat »

(jeudi 20 février 2014)

Mesdames,

Messieurs,

Trois ans après le début des mouvements de protestation qui ont profondément changé le cours des événements dans une grande partie du monde arabe, il importe, de faire le point sur les évolutions et transitions actuellement en cours. Nous devons engager sans plus tarder une réflexion critique sur les perspectives de prise en charge d'enjeux fondamentaux engendrés par ces mouvements et liés à l'ancrage du processus démocratique, la lutte contre le terrorisme, la relance de l'économie et l'urgence de faire de la région un espace de créativité et de stabilité plutôt qu' état perçue comme source de menace et d'insécurité. Car, en effet, si l'année 2011, aura constitué par l'ampleur des bouleversements politiques qui l'auront marquée, une nette rupture du statu quo qui régnait depuis les années soixante du siècle dernier, elle a inauguré une nouvelle et complexe étape historique dont nous sommes encore loin de maîtriser les évolutions et les contours futurs.

En Tunisie, l'adoption d'une nouvelle constitution saluée par tous comme un grand acquis, fruit d'un laborieux compromis entre les principaux courants politiques ainsi que la nomination d'un nouveau Gouvernement de compétences, forment un nouveau départ et permettent au pays d'entamer une phase cruciale de sa transition. Ce processus devra aussi déboucher avant la fin de l'année en cours sur l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes. Fort du consensus national, le Gouvernement doit pouvoir commencer à répondre rapidement aux multiples torts causés au fonctionnement des institutions de l'Etat et l'économie et rétablir l'image de la Tunisie à l'étranger sérieusement entamée par deux ans d'improvisation et d'amateurisme dans la gestion du dossier diplomatique.

C'est dire combien notre rencontre aujourd'hui est à la fois importante et opportune : Nous aurons la possibilité d'approfondir la réflexion sur les meilleures voies à emprunter pour relever les défis économiques et pallier rapidement à deux ans de gestion désastreuse. Nous devons aussi faire le bilan de la coopération extérieure et la politique étrangère d'une manière générale dans un environnement caractérisé par l'instabilité, la crise économique et financière qui frappe nos principaux partenaires, l'Union Européenne et les Etats Unis, et la montée de la violence et du terrorisme. Sans tomber dans le pessimisme j'estime que la tâche s'annonce titanesque pour les cinq –dix prochaines années ; je me permets d'évoquer rapidement au moins quatre défis qui me paraissent évidents nécessitant des interventions urgentes sans attendre les prochaines élections :

1- **Mobiliser les fonds nécessaires** pour équilibrer les finances de l'Etat et entamer la réalisation de quelques projets d'infrastructure dans les zones intérieures du pays et réaliser un programme, même limité, de réformes fondamentales

2- Commencer à **juguler un chômage** endémique touchant des centaines de milliers de jeunes diplômés, dont le nombre ne cesse de croître tous les ans. Ces jeunes mal ou inadéquatement formés aspirent légitimement à un emploi stable. Leur intégration dans le marché du travail requerra non seulement un effort de recyclage non encore entamé à une grande échelle mais aussi une relance de l'économie et la réalisation de taux de croissance appréciables capables d'absorber les demandes sans cesse croissantes d'emplois.

3- Entamer **une réforme** profonde et rapide **du système de formation**: A l'éducation de masses suivie depuis des années devra se substituer une « éducation de qualité ». L'éducation et la formation constituent un investissement pour le futur. Feu Bourguiba l'a bien compris dès les premières années de l'indépendance car elles représentent une arme puissante pour l'éradication de la pauvreté et pour la réussite sociale. Outre son rôle naturel d'ascenseur social et sa fonction portant sur l'acquisition des connaissances, l'éducation devra se focaliser sur la formation de l'individu et offrir l'opportunité de préparer les « leaders » de demain.

4- Œuvrer en vue de **corriger le déséquilibre régional** remontant à plusieurs siècles que les gouvernements successifs n'ont pas réussi à combler en dépit des programmes spécifiques conçus à cette fin. Il s'agit de favoriser l'intégration de ces régions souvent délaissées dans le circuit économique national, de les désenclaver en

mobilisant en leur faveur les ressources nécessaires à travers un plan spécifique alliant effort national et soutien de la communauté internationale. Les rares initiatives annoncées à cet effet depuis 2011 ont été trop timides pour produire l'impact souhaité et engendrer une dynamique de développement capable de changer la perception des populations concernées qui se considèrent toujours délaissées malgré les sacrifices endurés pendant la révolution.

J'arrive maintenant au volet de la coopération internationale – objet de la deuxième séance de notre séminaire- et la nécessité d'un redéploiement de notre politique étrangère qui devra mettre un terme à l'improvisation ayant marqué la diplomatie tunisienne au cours des deux dernières années et introduire la cohérence souhaitée à notre action diplomatique.

- 1- Nous devons d'abord exploiter la dynamique démocratique enclenchée par l'adoption de la nouvelle constitution et l'investiture d'un Gouvernement de compétences pour restaurer le crédit de la Tunisie au double plan régional et international. Une action d'envergure doit être entamée pour rassurer nos partenaires et faire valoir nos priorités immédiates : réussir le processus démocratique, relancer l'économie et rétablir la sécurité. Cette action doit être à mon avis ciblée et toucher la « communauté des nations démocratiques » et nos partenaires traditionnels en Europe, en Amérique et en Asie.
- 2- Une politique étrangère efficace doit reposer sur des principes clairs et répondre à des objectifs et des intérêts bien définis. Nous ne pouvons pas aujourd'hui mener

une diplomatie active sans prendre en considération les développements importants dans notre voisinage immédiat (instabilité et absence d'institutions en Libye, attentisme en Algérie à la veille d'élections cruciales pour le pays, succès du Maroc à absorber les retombées des événements de 2011 et à poursuivre sans trop de dégâts son processus démocratique, le conflit syrien, le blocage du processus de paix au Moyen-Orient et les crises profondes de diverses natures qui secouent le monde arabe).

- 3- La géopolitique a naturellement impacté les choix des partenaires de notre pays. En effet, outre notre appartenance à l'espace méditerranéen où nous comptons le plus grand nombre de partenaires, particulièrement dans la rive nord, la Tunisie a tenté avec plus ou moins de succès de tisser un réseau d'échanges avec quelques pays en dehors de l'espace méditerranéen et européen tels les pays du golfe, quelques pays africains, latino-américains et asiatiques.

Une évaluation de ce partenariat ancien et sélectif s'impose. La Tunisie a besoin aujourd'hui de revoir toute sa stratégie de partenariat au vu des évolutions qui s'opèrent dans ses espaces traditionnels. Nous devons évidemment consolider les acquis et renforcer les liens stratégiques tissés au fil des années avec nos partenaires traditionnels qui recèlent encore un grand potentiel de coopération non encore exploré. Toutefois la crise économique qui sévit dans la plupart des pays européens premiers partenaires de notre pays commande la recherche de nouveaux espaces de déploiement.

- D'abord « la communauté des nations démocratiques auprès desquelles nous souhaitons désormais arrimer la Tunisie et avec lesquelles nous aspirons partager les mêmes valeurs. Ces pays offrent non seulement un modèle mais aussi un espace d'expansion économique et commerciale et de partenariat industriel et technologique.
- Le continent africain, seul espace géographique de la planète qui a réalisé un taux de croissance 5,5% en 2013 L'Afrique peut constituer un nouveau débouché et peut être un partenaire de premier ordre pendant les prochaines années. Nonobstant les déclarations de bonnes intentions, il faut impérativement revoir, voire repenser la politique africaine de la Tunisie. Pour y parvenir concrètement il faut procéder à un redéploiement de notre présence sur le Continent, notamment l'augmentation du nombre de nos Représentations diplomatiques en Afrique anglophone et surtout l'accroissement du nombre des villes africaines desservies par la compagnie Tunis air. Cette dernière comme d'ailleurs l'ensemble des institutions chargées de la promotion et de l'encadrement des hommes d'affaires (cepex, api, fipa, utica, connect etc...) devront s'impliquer davantage dans la nouvelle approche africaine.
- Enfin les pays émergents ou BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui connaissent des taux de croissance appréciables et disposent d'économies dynamiques et de mannes importantes d'excédents financiers, peuvent aussi offrir à la Tunisie de nouvelles opportunités d'investissement et de partenariat.

----*----*----*----

Je voudrais enfin terminer en vous donnant un bref aperçu de notre Association :

L'Association Internationale de Coopération et de Développement Durable (AICD) est une Organisation Non gouvernementale, à but non lucratif, de droit tunisien. Elle aspire à avoir une dimension internationale et surtout méditerranéenne. Initiée en mars 2013 par des compétences tunisiennes de profils variés qui ont exercé dans différents secteurs socio-professionnels publics et privés. (Mme Naziha Escheikh, M. Noureddine Fathalli, Mme Leila Khaiat, le Général Abdallah Ben Abdallah). Le Bureau exécutif élargi compte aussi Mme Zeineb Chlaifa, M. Mohamed Messaoud, ancien ambassadeur, M. Chedli Seghaier ancien Consul Général, M. Néjib Ben Abdallah, journaliste et le professeur Mohamed Maaoui.

L' AICD a quatre principaux objectifs :

1- La participation à la promotion du développement durable, local et international, et la conception de nouveaux modes de développement à même de satisfaire les besoins sans cesse croissants de la population.

2- La promotion de la coopération entre les organisations non gouvernementales et la mobilisation des ressources nécessaires, ainsi que l'exploitation des expertises et autres expériences nationales et internationales au service des impératifs de développement.

3- La promotion de l'esprit d'initiative chez les jeunes et l'accompagnement de leur volonté d'intégration dans la dynamique de développement.

4- La consolidation de la culture de citoyenneté, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que le développement de l'esprit de tolérance et de solidarité.

Notre séminaire aujourd'hui coïncide avec le lancement effectif de notre Association. L'AICD a toutefois réalisé au cours des derniers mois quelques petites actions de développement et de soutien telles que celle réalisée en coopération avec une association locale à Ghardimaou financée conjointement avec la représentation en Tunisie de l'organisation internationale ADRA, dont le représentant M. Alex BALINI, que je salue, est présent parmi nous ce matin.

Actuellement, l'association est en train de lancer un projet dans la banlieue ouest de la capitale (région d'El Agba) relatif à la lutte contre la toxicomanie. On espère réaliser un centre pilote en la matière dans cette localité et qui pourrait avoir un rayonnement positif auprès d'autres localités du pays.

Notre ambition est évidemment d'élargir le champ d'action de notre Association pour toucher de nouveaux secteurs tels que l'enseignement, l'environnement et le développement régional et local. De même à côté de l'aspect opérationnel et pratique de ses activités, l'AICD entend développer une dimension « Think Tank » offrant l'espace à une réflexion et

un débat sur des questions d'intérêt national telles que le développement durable, l'emploi des jeunes ou l'éducation.

Au plan international nous envisageons de créer des Représentations ou des correspondants dans les principales capitales du monde et de postuler à un statut d'observateur auprès du Conseil Economique et Social de l'ONU (ECOSOC).

Je vous remercie pour votre attention et je cède la parole au Président du Panel M. Taher Sioud.